



PRESS RELEASE

Press release from the NGO Shipbreaking Platform

Les organisations de la société civile turque réitèrent leur appel à retirer les chantiers de démolition navale d'Aliğa de la liste de l'UE en raison des dommages environnementaux et de la négligence systémique.

10 mars 2026

<https://shipbreakingplatform.org/turkish-civil-society-organisations-reiterate-their-call-to-remove-aliaga-shipbreaking-yards-from-the-eu-list/>

Des membres d'organisations turques tirent la sonnette d'alarme concernant les niveaux critiques de pollution à Aliğa, ainsi que la grave mauvaise gestion systémique, et continuent d'appeler à **retirer les chantiers de démolition navale turcs de la liste de l'UE des installations de recyclage des navires jusqu'à ce que les améliorations nécessaires soient introduites par les autorités turques et les chantiers.**



Le 24 février, des représentants d'organisations de la société civile turque [1] ont rencontré des représentants de la Commission européenne de la DG ENVI. Soutenus par l'ONG Shipbreaking Platform basée à Bruxelles et le Bureau européen de l'environnement, les organisations ont informé la Commission de la **grave dégradation environnementale causée par les activités de démantèlement de navires à Aliğa**, ainsi que des affaires juridiques en cours [2] abordant les problèmes systémiques du secteur.

Une [lettre ouverte](#) demandant le retrait des chantiers de démolition navale basés à Aliğa a été envoyée à la Commission européenne en novembre dernier, dans laquelle les parties demandaient le retrait des chantiers turcs de la liste de l'UE en raison de normes d'exploitation *de facto* deux fois supérieures et de risques environnementaux et sanitaires importants.

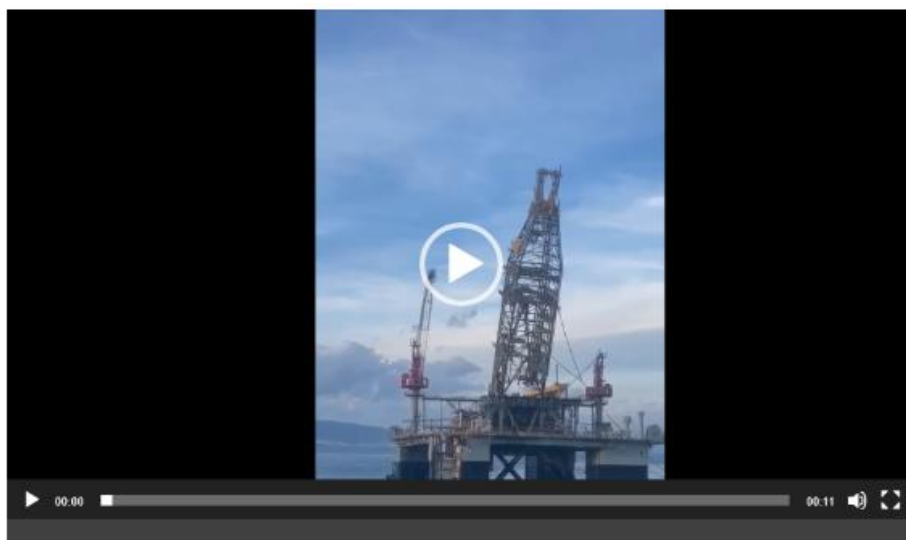
[D'après un rapport récent](#), la zone est **fortement contaminée par des polluants organiques persistants (POP)**. Ces polluants, dont certains sont actuellement réglementés ou interdits par le Protocole d'Aarhus et la Convention de Stockholm, proviennent d'activités industrielles et sont très difficiles à éliminer de l'environnement une fois rejetés. Les résultats montrent que la zone de démantèlement des navires présente les concentrations de POP les plus élevées, ce qui désigne clairement les chantiers de recyclage des navires comme principale source de contamination.

Plusieurs incidents graves se sont produits ces derniers mois sur les chantiers de démolition navale d'Aliğa, y compris sur des chantiers figurant sur la liste de l'UE. Le 20 février, lors du démantèlement du LILY HA (OMI 8116972) au chantier de recyclage naval Avşar, une installation inscrite sur la liste de l'UE, **des substances liquides non identifiées ont été déversées directement en mer**. L'incident a été signalé par un lanceur d'alerte local, qui a informé l'ONG Shipbreaking Platform ainsi que la Commission européenne. Avşar a déclaré à Shipbreaking Platform que le liquide rejeté par-dessus bord du LILY HA était un nettoyant biochimique utilisé pour dépolluer des sites extérieurs à son chantier, conformément aux procédures en vigueur. Aucun rapport d'incident n'est cependant disponible.



Un autre accident s'est produit le 8 janvier au chantier naval Leyal, coté en bourse et agréé par l'UE, où le GNV Antares (OMI 8503797) est entré en collision avec une plateforme pétrolière du chantier voisin de Metaş, provoquant d'importants dégâts et une inondation à l'arrière, notamment dans la salle des machines. Depuis lors, **des résidus d'hydrocarbures, probablement mélangés à d'autres polluants, sont rejetés en mer de manière continue et délibérée par des canalisations.**

Comme on peut le voir dans une vidéo prise le 28 janvier, la tour de la plateforme pétrolière qui s'est écrasée sur le GNV Antares a été abattue et jetée directement à la mer lors des opérations de démantèlement.



→ **Cliquer sur le lien pour voir la vidéo** : <https://shipbreakingplatform.org/wp-content/uploads/2026/03/Rig.mp4>

Les problèmes causés par les activités de démantèlement des navires à Aliğa, y compris des incidents tels que ceux mentionnés ci-dessus, ont été examinés en détail dans [le rapport sur les chantiers navals turcs](#) rédigé par l'ONG Shipbreaking Platform.

La Plateforme de démantèlement des navires (ONG Shipbreaking Platform) soutient les organisations de la société civile turque et leur demande d'annuler les autorisations de l'UE pour les chantiers de démantèlement de navires d'Aliğa. Elle demande également à l'UE d'enquêter de manière approfondie sur les récents incidents survenus dans des installations agréées par l'UE. Nous appelons les autorités turques à assurer un suivi efficace, à prendre des mesures pour réprimer les infractions et à soutenir la transition du secteur vers des solutions industrielles garantissant un confinement total. Les récents incidents illustrent les **risques inhérents à la méthode de déchargement à terre, qui doit être progressivement abandonnée**.

« Chaque chantier figurant sur la liste de l'UE doit opérer dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes. La transparence, un contrôle efficace et des normes environnementales, sociales et de santé au travail plus strictes doivent être mises en place dans le secteur du démantèlement des navires à Aliğa avant que l'UE puisse accepter d'y envoyer des navires européens pour démantèlement », déclare Ekin Sakin, chargé de mission à l'ONG Shipbreaking Platform.

La liste de l'UE des installations de recyclage des navires comprend actuellement 10 chantiers de recyclage en Turquie. Depuis 2016, 4 chantiers turcs ont été retirés de cette liste.